

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18278 - 71ÈME ANNÉE

Lancement du Comité de Parrainage

20 ans pour sauver La Réunion



150.000 habitants de plus d'ici 20 ans avec la montée du niveau de la mer : il faudra construire des villes nouvelles dans les hauts.

Vendredi dernier, Paul Vergès et Jean-Claude Fruteau ont présenté le Comité de Parrainage. Créé pour 20 ans, il est ouvert à toutes les personnes qui veulent contribuer au débat pour la recherche de solution. L'avenir de La Réunion se jouera au cours de ces 20 années, avec des rendez-vous importants dès maintenant.

Paul Vergès, sénateur, et Jean-Claude Fruteau, député, ont dévoilé vendredi l'appel à la création d'un Comité de Parrainage pour 20 ans. Il est présidé par Paul Vergès. Lors de la conférence de presse, les deux membres de ce comité en ont précisé les contours. Ce

n'est pas un comité de soutien créé pour une élection, mais un lieu de débat et de réflexion pour les 20 ans à venir. Il vise à rassembler les énergies pour rechercher et proposer des solutions pour sortir La Réunion de la crise.

La semaine dernière, les derniers

chiffres du chômage ont en effet rappelé l'échec du système. Près de 180.000 Réunionnais sont à la recherche d'un emploi, et parmi eux plus de 135.000 avaient été totalement privés d'emploi au mois de septembre dernier. Une des conséquences de cette crise de

l'emploi, c'est la pauvreté avec près de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté. Cela démontre qu'il faudra de nombreuses années pour espérer redresser la situation, alors que de redoutables rendez-vous se profilent.

Revoir l'aménagement

Ces échéances ne pourront pas se régler dans une échéance électorale. C'est pourquoi le Comité de Parrainage propose donc de dépasser le calendrier des élections pour se situer dans une autre perspective : sauver La Réunion en 20 ans.

Au moment où à La Réunion la campagne des régionales sera entrée dans sa dernière ligne droite, les chefs d'État et de gouvernement de plus de 190 États seront à Paris pour participer à la COP21. Cette conférence sur le climat doit aboutir à un accord qui remplacera le Protocole de Kyoto. Vendredi, le président du Comité de Parrainage a rappelé que l'accélération de la fonte des glaces aux pôles, avec comme perspective la hausse du niveau de la mer de 6 mètres. Cela amènera à repenser complètement l'aménagement du territoire. La ma-

jorité des agglomérations sont situées près de la mer, ainsi que les deux aéroports. Les conclusions de la conférence de Paris rappelleront qu'il faudra anticiper la montée du niveau des océans. C'est un champ de réflexion pour tous les Réunionnais qui veulent penser à l'avenir du pays, les portes du Comité de Parrainage leur sont ouvertes.

La mondialisation c'est maintenant

D'autres rendez-vous à plus court terme attendent les Réunionnais. L'économie de notre île sera toujours plus concernée par la mondialisation. Une conséquence concrète, c'est la fin du quota sucrier et du prix garanti du sucre en 2017. Une autre est l'accord de partenariat économique entre les pays voisins et l'Union européenne. Les productions réunionnaises devront se mesurer à la concurrence mondiale. Comment résister ?

Pour la filière canne-sucre, l'ouverture à la concurrence sur le marché européen peut conduire à sa fin. C'est pour essayer de passer ce cap que les représentants de la filière demandent plus d'aides et la prise

en compte des intérêts du secteur dans les négociations commerciales entre l'Europe et les autres pays.

Quelles solutions pour l'économie de La Réunion dans la mondialisation ? C'est une question qui dépasse une simple échéance électorale, et pour laquelle les bonnes volontés sont les bienvenues pour faire avancer la recherche de propositions.

Le travail ne manque pas

Ces rendez-vous sont inévitables avec des dates connues. Pour la canne, c'est 2017. Pour la réforme institutionnelle dans le cadre de la marche vers l'égalité réelle, ce sera l'année prochaine. L'accord de partenariat économique, ce sera avant la fin du mandat des prochains conseillers régionaux.

Le travail ne manque pas, ce qui n'est pas le cas du temps. L'appel lancé pour la création du Comité de Parrainage a déjà reçu des réponses favorables. C'est la prise de conscience qu'il est possible de sauver La Réunion.

M.M.

Échec envisageable pour la conférence de Paris

COP21 : inquiétudes de Nicolas Hulot

Pour Nicolas Hulot, les engagements des pays participants à la COP21 ne suffiront pas à maintenir l'augmentation des températures en dessous de deux degrés. Si les deux degrés sont dépassés, alors la situation pourra bien devenir incontrôlable.

Pour Nicolas Hulot, la conférence de Paris sur le climat pourrait bien déboucher sur un échec. La responsabilité en incomberait aux engagements insuffisants des participants, a-t-il dit hier sur TV5 Monde.

« Il y a une mobilisation sans précédent. Vous allez avoir à Paris probablement 150, 160 engagements, y compris de la part de pays qui ont de faibles responsabilités », a déclaré le militant écologiste. « Mais globalement, au moment où on parle, on n'est pas sur la trajectoire des

deux degrés. On est entre 2,5 et 3,5 degrés, on est largement au-dessus », a-t-il poursuivi.

Rappelons que pour que la situation puisse encore rester maîtrisable, nombreux sont les avis qui estiment que l'augmentation de la température moyenne à la surface du globe ne doit pas dépasser 2 degrés de plus par rapport à l'époque pré-industrielle.

« On ne va pas dire que Paris c'est la conférence de la dernière chance comme Copenhague (conférence climat qui s'était soldée par un

échec en 2009) mais enfin il y a un moment où l'urgence ça ne signifie plus rien, les gens aux Philippines, au Bangladesh au Burkina Faso sont déjà dans l'urgence », a-t-il expliqué. « Il faut avoir conscience que ce n'est pas un petit sujet environnemental, c'est un sujet qui conditionne tous les enjeux de solidarité ». Il ne reste que peu de temps pour corriger le tir et arriver à un accord qui puisse préserver l'essentiel : un environnement vivable pour les générations futures.

Édito

Crise politique toujours plus grave

La semaine dernière, le président sortant de la Région a fait part des mesures qu'il compte mettre en place pour relancer l'économie de La Réunion. Force est de constater qu'elles ne sont pas de la compétence de l'assemblée qui sera élue le mois prochain. En effet, Didier Robert veut baisser les impôts payés par les entreprises, ainsi que les cotisations que les patrons paient. Ces décisions relèvent de l'État. Cela n'est pas sans rappeler les promesses intenable de 2010 : les 2000 bus et le développement du tourisme. On a vu le résultat : hausse des embouteillages et diminution du nombre des visiteurs.

Ce qui est le plus surprenant, c'est de voir s'afficher autour du président de la Région ceux de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers. Tous deux ne cachent pas leur soutien à la candidature de Didier Robert. L'un d'entre eux va même jusqu'à dire en substance que la Région a beaucoup d'argent. C'est du jamais vu, et cela donne une idée de la crise politique à La Réunion. Car dans un mois, il se pourrait donc qu'un président de chambre consulaire soit dans l'opposition au Conseil régional.

Sur le plan de l'économie, le bilan de Didier Robert à la Région est pourtant édifiant. En décidant de casser les grands chantiers, il a plongé La Réunion dans une grave crise. Il porte donc une responsabilité dans la liquidation de milliers d'entreprises au cours de son mandat. Et pour boucher les yeux, il a remplacé le projet de nouvelle route du littoral par une route en mer à six voies. La grève des travailleurs de ce chantier la semaine dernière a permis de donner un coup de projecteur sur leur nombre : moins de 200. C'est bien loin de ce qui était prévu pour le

chantier du tram-train, la poursuite du plan de construction des lycées, et la concrétisation de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise.

Les chambres consulaires sont normalement des outils aux services des professionnels pour défendre leurs intérêts. Leurs présidents auraient donc dû mener la révolte contre les décisions de Didier Robert. Manifestement, cela n'a pas été le cas. Et ce sont ceux de la CCIR et de la CDMA qui posent à côté d'un démolisseur de l'économie...

Voilà un nouvel exemple de l'impasse dans laquelle se situe La Réunion. C'est un exemple de la coalition d'intérêts qui peut rassembler ceux qui refusent que change La Réunion, car ce sera la fin de leur pouvoir. C'est pourquoi ils se mobilisent pour mener à tout prix le chantier de la NRL, quitte à rajouter un péage pour faire payer les Réunionnais encore plus cher. En effet, le but est que ce chantier puisse fixer une somme si importante qu'il ne soit plus possible de construire autre chose. C'est le prix pour maintenir La Réunion dans l'immobilisme. Mais ce que ces conservateurs de gauche et de droite refusent d'admettre, c'est que le monde est en train de changer, et que La Réunion fait partie du monde.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

La FAO et le PAM appellent à la mobilisation générale

Alerte à la famine dans le Sud de Madagascar

Les principaux organismes d'aide alimentaire de l'ONU ont averti mercredi que 46 pour cent de la population dans huit régions de Madagascar, environ 1,9 million de personnes, souffrent d'insécurité alimentaire, y compris les 450 mille personnes qui font face à une insécurité alimentaire chronique. Les agences de l'ONU ont également annoncé la délivrance d'un certain nombre de programmes dans le pays dans le but d'éliminer la faim, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable et contribuer à la réalisation de l'Objectif 2 du développement durable de l'agenda 2030 récemment adopté.

Selon la mission d'évaluation de la culture et de la sécurité (CFSAM), une évaluation du gouvernement de Madagascar, de l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire ont été trouvés dans les régions sud de l'Androy, Anosy et Atsimo Andrefana de l'île frappée par la sécheresse où 380.000 personnes, un total de 30 pour cent de la population, sont gravement touchés.

Dans un communiqué sur la situation dans le sud de Madagascar, le représentant de la FAO à Madagascar, Patrice Talla Takoukam, a déclaré : « la situation actuelle exige une action réelle à partir d'un éventail d'acteurs pour aider les personnes vulnérables à récupérer et pour éviter une détérioration de la situation de la sécurité alimentaire ».

Il a noté que les récentes évaluations de la sécurité alimentaire n'ont elles-mêmes pas été suffisantes pour faire face à la crise.

Conséquence de la sécheresse

Les agences des Nations unies ont déclaré qu'une baisse significative de la production alimentaire au cours des trois dernières saisons agricoles, en raison de la pénurie

récurrente de précipitations, a été la cause de l'insécurité alimentaire dans la région.

Ils ont signalé que de nombreux ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives telles que la vente d'actifs, la réduction du nombre de repas quotidiens, le retrait des enfants de l'école et la consommation d'aliments sauvages tels que les fruits de cactus.

Le PAM a déclaré qu'il aidera 130.000 personnes parmi les plus vulnérables dans cinq districts à travers l'alimentation ou des programmes de cash pour actifs à partir de novembre et continuant jusqu'à la prochaine récolte qui doit avoir lieu en février.

Il a révélé que ces programmes sont conçus pour aider les collectivités à construire la résilience et préparer la prochaine saison la récolte.

L'agence onusienne a également déclaré que les ménages qui sont incapables de travailler seront appuyés par des distributions de vivres.

Pour traiter et prévenir la malnutrition, le PAM a déclaré qu'il fournira une alimentation complémentaire pour les femmes enceintes, les mères en allaitement et les enfants de moins de deux ans.

améliorées résistantes à la sécheresse comme une mesure d'intervention d'urgence dans le secteur agricole.

« Les semences aideront à la replantation de plus de 6.000 hectares de terre et à assurer la disponibilité de la nourriture pour 13.000 ménages dans les régions d'Anosy et d'Androy », a-t-il déclaré.

Les cultures et les pâturages en 2013 et au début de 2014 ont été affectés par un fléau qui a maintenant été éradiqué avec le soutien du gouvernement malgache et des bailleurs de fonds dans le cadre du programme d'éradication acridien de trois ans.

En outre, le PAM a déclaré qu'il a appuyé les efforts nationaux pour traiter la malnutrition aiguë modérée chez 7 mille enfants. Au début d'octobre, un avion affrété par le PAM a transporté des suppléments nutritionnels à Antananarivo, la capitale de Madagascar.

« Cela sera utilisé dans les centres de nutrition gérés par l'Etat pour lutter contre des niveaux croissants de malnutrition aiguë et modérée chez les enfants âgés de moins de cinq ans dans le sud du pays », a souligné l'agence.

Replantation de 6.000 hectares

Pour sa part, la FAO a déclaré qu'elle a distribué des semences

Conférence sur le changement climatique et le développement de l'Afrique

L'Afrique dans un nouvel ordre mondial

Dr Fatima Denton, coordonnatrice du programme ClimDev Afrique a fait un vif réquisitoire de la situation de l'Afrique à l'ouverture de la cinquième Conférence sur le changement climatique et le développement de l'Afrique (CCDA-V) la semaine dernière à Victoria Falls, ville balnéaire du Zimbabwe.

De mercredi à vendredi dernier a eu lieu au Zimbabwe la conférence sur le changement climatique et le développement de l'Afrique (CCDA-V). C'est la plus grande rencontre africaine sur le climat.

Elle regroupe chaque année des spécialistes et des leaders sur les défis du changement climatique qui se posent au continent africain et leurs impacts sur le développement. Elle est organisée par ClimDev Afrique, un programme de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement.

Intervenant dans le cadre de cette rencontre dont le thème porte sur « L'Afrique, le changement climatique et le développement durable : l'enjeu à Paris et au-delà », Mme Denton, coordonnatrice du programme ClimDev Afrique, a fait remarquer que 2015 a été une année de transitions en cascades. Tandis que ces transitions peuvent être perçues comme la fin des Objectifs du millénaire, l'inauguration des objectifs de développement durable ou d'un traité destiné à succéder à Kyoto à Paris en décembre montrent qu'en réalité, l'Afrique s'apprête à affronter un autre nouvel ordre mondial.

Elle s'insurge qu'il y ait un ordre qui veuille que le sixième de l'humanité aille au lit, chaque jour, la faim au ventre pendant que le reste d'entre nous continue de célébrer notre plus grand appétit pour les biens de consommation.

Changeons de système

Elle fustige l'ordre selon lequel l'un de nos capitaux les plus sacrés,

notre capital naturel, soit soumis à une exploitation plus accrue, sans un processus de renouvellement.

Pour Mme Denton, il est temps qu'une nouvelle aube s'installe pour marquer l'importance d'un développement inclusif des personnes et envoyer des messages clairs à nous-mêmes et aux autres que : « nous ne pouvons pas continuer à tolérer » la destruction de nos terres avec des systèmes dévastateurs des biens et services écologiques et que nos enfants devraient ne pas en profiter si nous continuons à sur-utiliser nos ressources naturelles rares.

Elle invite les acteurs du changement climatique à se poser la question de savoir : « si nous faisons assez pour arrêter l'hémorragie actuelle des ressources naturelles de nos terres ? ».

Pour Mme Denton, l'année 2015 est également une année importante pour célébrer des initiatives continentales, telles que ClimDev Afrique et de s'interroger si nous avons fait avancer l'ambition audacieuse qui a donné à nos leaders le droit de rêver d'un avenir meilleur et d'envisager une stratégie qui va ouvrir la voie à la réponse de l'Afrique aux impacts des changements climatiques.

Crise de l'environnement

Poursuivant son appel à la réaction, Mme Denton s'interroge : « Sommes-nous en mesure de reconstituer, de régénérer nos sols pour assurer que les personnes les plus dépendantes de notre capital naturel ne se retrouvent pas dans une situation sans issue ? ».

Le plus urgent maintenant, souligne-t-elle, est de savoir à quelle vitesse nous pouvons courir à réparer et à

répondre à la cascade de défis critiques dont nous sommes témoins. Ces défis vont d'un taux alarmant de la dégradation de nos ressources en eau, des sols, du système alimentaire, de la terre, des arbres et forêts et même de l'air que nous respirons sans oublier les précipitations et les températures, indique-t-elle.

Que peut faire l'Afrique ?

La question aujourd'hui est de savoir ce que l'Afrique peut faire pour elle-même et avec les autres au sein d'un nouvel ordre mondial où elle est capable d'agir comme le principal pourvoyeur de services de développement résilient au changement climatique.

Comment changer le cycle actuel d'un système agricole qui se bat pour nourrir sa population et passer à un développement intelligent au plan climatique qui rime avec des produits négociables et de nouveaux marchés ?, s'est-elle interrogée.

« Aujourd'hui, il nous faut une Afrique confiante, une Afrique capable de donner un nouveau sens à son histoire de la croissance ; en mesure d'utiliser l'argument sur les émissions historiques et de dire au reste du monde : vous n'avez plus le droit d'émettre en notre nom et nous sommes prêts à investir dans le développement intelligent en utilisant notre espace atmosphérique actuel, nos économies et à construire des infrastructures résilientes au changement climatique », a-t-elle martelé.

Oté

Ban z'ènmi nout lan kréol rényonèz : sort la don ! Alé plito zoué kanète !

Mi pans zot la lir dann zournal téi sar fé in vot dovan lo Sénat pou komans in rout-a-suiv pou adop la shhart l'erop pou bann lang minoritèr épi réjyonal. Té sinploman in vote pou dir konm-de-koï bann sénatèr lé dakor pou fé pass la késtyonn l'adopsyon dovan lo kongré : in l'asanblé avèk bann dépitè épi bann sénatèr ; ali mèm i pé fé pass in réform la konstitisyon.

L'afèr la pa pasé, pars in bann oi-pa-klèr la soulèv in késtyon avan lo sobatkoz dsi « la konstitisyonnalité » zot vote la pèrmète arèt nèt lo l'adopsyon lo shart bann lang minoritèr épi réjyonal. La pèrmète an mèm tan rofiz la promosyon nout lang kréol rényonèz, la kontraye son gran marsh an avan. In zour d' dèy pou nou, in mové zour anplis pou tout sak i vé fé rokonète la valèr nout péi, la valèr nout pèp .

An parmi bann sénatèr la fé so mové kou-la, l'avé lo mèr sin-Pyèr épi lo prézidan konsèy réjyonal. Poitan, bann moun-la i vé soidizan mète La Rényion anlèr. Poitan la lang, konm demoun i di « la lang sé lo promyé mark lo jéni d'in pèp » é la lang kréol rényonèz sé lo promyé mark lo jéni lo pèp rényoné. Donk ou di ké ou i vé mète la Rényon é Rényoné anlèr, mé ou i mépriz la lang nout z'ansète i sort in pé partou la fabriké, kisoï bann moun l'erop, bann moun l'Azï, demoun L'afrik, Madégaskar. Ou i mépriz nout méyèr kréasyon é ou i vé ni suiv aou dann l'idé ou i vé mète anou anlèr. Ou i vé abès anou plito ! Sort la don mésyèr Didier ! Alé zoué kanète plito !

Justin

« Manz a l'odèr ! » - In kozman pou la rout

Mi souvien, na in bon koup de tan, moin la lir dann in vyé liv léktir, l'istoir in voiyazèr. Li rant dann in l'obèrj, li trap son morso d'pin épi li manz dann l'espès wapèr k'i dégaj kan i fé kui roti. Aprésa li lèv pou li alé, mé lo l'obèrzi i souk ali par kolé épi i di ali pèy ankor pars ou la manz out bout de-pin dann la fimé mon roti apré kui. Lo boug i di li lé dakor, li trap in pyès l'arzan épi li fé sonn sa dsi kontoir. Apré li di lo boug, pèy aou avèk lo son mon pyèr l'arzan. Sa sé in zistoir pou fé ri la boush, sinploman pou ésprik kosa sé manz a l'odèr. Dé foi sa i fé pa rir ditou, konm kan ou i pass out ri dann in vyé pti pé d'réstann kari. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.